



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
BP60723
41007 Blois

Blois, le 09/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN

LD LES VIGNES
RTE DE VENDOME
41360 Savigny-Sur-Braye

Références : 2026-132
Code AIOT : 0010005416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN implanté LD LES VIGNES RTE DE VENDOME 41360 Savigny-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 30/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERRES ET FERRONNERIES D'ANTAN
- LD LES VIGNES RTE DE VENDOME 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0010005416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les ateliers de la société Serres et Ferronneries d'Antan réalisent des serres et des vérandas, sur commande. Celles-ci subissent un traitement de surface par grenaillage, métallisation, puis revêtement de peintures. L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008.309.7 du 4 novembre 2008.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
2	Déclaration incident/accident	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 2.5.1. Déclaration et rapport	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.3.5. Installations électriques	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.1.1. Consommation d'eau	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Relevés d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.2. Relevés des prélèvements d'eau	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.3. Plan de gestion de solvant	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
8	Registre produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.3. registre entrée sortie	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.4. Rétentions	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Consigne eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.3.	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
11	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.2	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Conditions de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.2	Susceptible de suites	Sans objet
12	VLE des rejets atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/11/2008,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	atmosphériques	du 04/11/2008, article 3.2.6 et 3.2.7		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE

Thème(s) : Risques chroniques, Consistance des installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Rubrique	Libellé	Régime
2567	Revêtement de métaux par pulvérisation de métal fondu	Autorisation
2575	Emploi de matières abrasives	Déclaration
2940	Application de vernis et peinture	Non classé

Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il était attendu de l'exploitant qu'il sollicite une mise à jour de son classement au titre de la nomenclature ICPE, au vu des évolutions de celle-ci et des activités du site (*constat déjà mis en évidence lors de la visite d'inspection du 3 septembre 2018*), notamment pour la rubrique 2567 pour laquelle la quantité de composés métalliques utilisée serait inférieure au seuil de déclaration.

Aucune demande de mise à jour de la situation administrative n'a été réceptionnée par l'Inspection suite à la visite du 6 avril 2023.

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'exploitant a notifié à l'Inspection ne pas avoir retrouvé trace d'envoi du rapport faisant suite à l'inspection de 2023. Il est rappelé à l'exploitant que l'envoi des rapports d'inspection est effectué numériquement via GUN Env.

Cependant, suite à un courrier de l'Inspection relatif à l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant avait répondu par courrier du 1er juillet 2024 que la quantité de composés métalliques utilisée par jour étant en moyenne de 4,6 kg et inférieure donc au seuil de classement de la rubrique 2567 (il justifiait cette quantité via les futs de fil d'alliage Zinc Aluminium commandés et le nombre de jour ouvrés sur l'année). Il notifiait par ailleurs en fin de courrier qu'il allait solliciter le déclassement du site.

L'exploitant a indiqué en cours de visite que la puissance de la cabine de sablage n'a pas évolué (30 kW, soumise à déclaration). Pour la rubrique 2567, l'exploitant a indiqué que la quantité moyenne journalière utilisée sur ces trois dernières années était d'environ 3,71 kg (le seuil de déclaration étant de 20 kg/j). Comme mis en évidence lors des visites précédentes, l'activité du site semble relever seulement du régime de la déclaration pour la rubrique 2575 - Emploi de matières abrasives.

L'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet de Loir-et-Cher la situation actuelle de ses installations au titre de la nomenclature des installations classées en fournissant notamment une mise à jour du tableau présent à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, accompagné des justificatifs nécessaires. A travers ce courrier, l'exploitant doit également se positionner sur la procédure future applicable à ses installations qu'il souhaite bénéficier :

- Conservation de la procédure "Autorisation" : les dispositions applicables aux installations seront celles de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2008 ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 (les dispositions les plus restrictives s'appliquant) ;
- Demande de passer sous la procédure "Déclaration" : les dispositions applicables aux installations seront celles de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, sous réserve d'un arrêté préfectoral complémentaire pour encadrer les conditions de remise en état et l'adaptation de prescriptions si nécessaire.

Le constat de la visite précédente est reconduit : une mise à jour du classement ICPE est attendue. L'exploitant doit solliciter auprès du Préfet de Loir-et-Cher une mise à jour de sa situation administrative. Un positionnement sur la procédure applicable aux installations est également requis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Déclaration incident/accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 2.5.1. Déclaration et rapport

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration incident/accident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 6 avril 2023, il avait été constaté que l'incendie survenu en décembre 2022 n'avait pas été déclaré. *Pour rappel, l'incendie était lié à un échauffement spontané du sac de résidu du grenailage.*

Aucune déclaration n'a été effectuée suite à la visite du 6 avril 2023.

Comme indiqué au constat n°1, l'exploitant a notifié à l'Inspection ne pas avoir retrouvé trace d'envoi du rapport faisant suite à l'inspection de 2023.

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu d'autre incident/accident depuis celui de décembre 2022.

L'Inspection a informé l'exploitant que depuis le 1er janvier 2026, les déclarations d'incident et d'accident doivent obligatoirement être effectuées par voie dématérialisée, via une télédéclaration sur le site Entreprendre Service Public (<https://entreprendre.service-public.fr>).

public.gouv.fr/vosdroits/R71939).

Les circonstances de l'incendie, les mesures prises et les conséquences de celui-ci sont notamment à renseigner dans la télédéclaration.

Le constat de la visite précédente est reconduit : l'exploitant n'a pas déclaré l'incendie survenu en décembre 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.3.5. Installations électriques

Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Suite à la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il était attendu que le suivi des non-conformités électriques soit formalisé (*au vu des observations mises en évidence dans les rapports de vérification des installations électriques et des actions correctives ayant été engagées mais dont le suivi n'était pas concluant*).

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, le rapport de vérification des installations électriques n°134434555-001-1 du 24 juin 2025 a été consulté.

La vérification a été réalisée le 23 juin 2025. 15 non-conformités ont été mises en évidence dont 11

<p>récurrentes. <u>L'exploitant n'a pas pu justifier si ces non-conformités présentent un risque d'incendie ou d'explosion, ne disposant pas de l'attestation Q18.</u></p> <p>L'exploitant a indiqué que les actions correctives réalisées sont consignées directement sur les rapports de vérification. Il a montré un exemple de cette consignation (pas sur le rapport de 2025 car la version papier de celui-ci n'a pas été retrouvée au cours de la visite) : une mention "fait" est indiquée en face de chaque non-conformité ayant fait l'objet d'une action corrective. <u>Il serait appréciable de compléter cette consignation avec au minima la date de réalisation de l'action corrective.</u></p> <p>L'exploitant disposait d'un devis (n°DE00001223, ETS TESSIER) en date du 27/01/2026 relatif à la "réfection d'une partie des non-conformités mise en avant par le contrôleur APAVE". Il a précisé ne pas avoir actuellement suffisamment de trésorerie pour passer la commande.</p>
<p><u>Les installations électriques ne sont pas entretenues conformément aux normes en vigueur (présence de non-conformités). L'exploitant doit justifier que celles-ci ne présentent pas de risque d'incendie ou d'explosion (en fournissant le Q18).</u></p> <p><u>L'exploitant justifiera de l'amélioration de la consignation écrite des actions correctives effectuées.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur</p>

un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il avait été constaté que l'extincteur présent à proximité de la cabine de peinture était inaccessible.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'extincteur n°7 situé au niveau de la porte d'accès à la cabine de peinture a été vu : celui-ci était accessible et repéré via un panneau. Il n'a pas été constaté d'extincteur inaccessible lors de la visite du site.</p> <p>Par ailleurs, le registre de sécurité incendie du site a été consulté. Les dernières vérifications des extincteurs ont été effectuées le 18 novembre 2025 et le 19 septembre 2024. L'extincteur n°7 présentait bien la date du 18/11/2025 sur son étiquette de vérification.</p> <p><u>Les actions correctives ayant été mises en place, le constat de la visite précédente est levé.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 4.1.1. Consommation d'eau
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités 47 m3 par an.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier sa consommation en eau. <i>Pour rappel, l'exploitant avait indiqué ne plus être facturé pour l'eau depuis 2 ans suite à un changement de gestionnaire mais que la consommation d'eau sur site se limitait au besoin sanitaire (le process ne nécessitant pas d'eau).</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'exploitant a présenté le tableau de suivi de la consommation en eau, où des relevés des consommations en eau du 01/10/2018 au 24/04/2025 sont consignés.</p> <p><u>L'exploitant ayant pu justifier de sa consommation en eau, le constat de la visite précédente est</u></p>

levé.

Du 1er mars 2023 au 24 avril 2025, les consommations suivantes sont renseignées dans le tableau de suivi :

- du 01/03/2023 au 31/10/2023 (8 mois) : 50 m3 ;
- du 01/11/2023 au 18/04/2024 (5,5 mois) : 17 m3 ;
- du 19/04/2024 au 17/10/2024 (6 mois) : 29 m3 ;
- du 18/10/2024 au 24/04/2025 (6 mois) : 28 m3.

Sur la dernière année glissante du tableau de suivi (du 19/04/2024 au 24/04/2025), le volume maximal de prélèvements d'eau est dépassé ($29+28 = 57$ m3 pour un volume maximal de 47 m3).

En 2023, la période de relevé met également en avant un dépassement du seuil de 47 m3.

L'exploitant a indiqué que les besoins en eau sur le site sont seulement domestiques (WC, douche, alimentaire). Il a précisé qu'une fuite avait eu lieu suite à une rupture de canalisation, celle-ci ayant été réparée.

Le volume maximal annuel d'eau prélevable est dépassé. L'exploitant justifiera des dispositions mises en place au sein de son établissement pour limiter la consommation en eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Relevés d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.2. Relevés des prélèvements d'eau

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations d'alimentation en eau à partir du réseau public sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Il est procédé à un relevé annuel des consommations.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il avait été constaté que l'exploitant ne procédait à aucun relevé de sa consommation d'eau.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'exploitant a indiqué qu'il ne réalise pas de relevé de ses consommations. Il a précisé que le suivi de la consommation en eau (cf. constat n°6) est effectué grâce aux factures d'eau, pour lesquelles c'est le gestionnaire qui relève automatiquement la consommation en eau.</p> <p>L'exploitant a montré au cours de la visite du site l'emplacement théorique du compteur. Seul un caisson blanc a été aperçu au milieu d'une végétation, le compteur n'a pas pu être constaté (inaccessible au vu des ronces présentes).</p> <p><u>Le constat de la visite précédente est reconduit : l'exploitant ne procède à aucun relevé de sa consommation d'eau.</u></p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Plan de gestion des solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.3. Plan de gestion de solvant</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : COV Plan de gestion de solvant annuel</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il avait été constaté que le plan de</p>

gestion des solvants (PGS) était incomplet. Pour rappel, le plan de gestion des solvants 2022 reprenait seulement les consommations de solvants sur l'année 2022.

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'exploitant a montré un tableau 2025 reprenant les quantités de solvants utilisées sur l'année.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'un plan de gestion de solvant correspond à un bilan matière des entrées et des sorties de solvants, l'objectif étant d'évaluer les émissions totales ou diffuses de composés organiques volatils (COV) afin de vérifier le respect des valeurs limites d'émission. Différentes sortes de flux doivent notamment être déterminés : I1 (quantité de solvants achetée et utilisée), O1 (rejets canalisés à l'atmosphère), O6 (solvants contenus dans les déchets collectés) ...

L'exploitant peut s'appuyer sur le "Guide d'élaboration d'un plan de gestions des solvants" (guide INERIS en date du 22/02/2009) pour compléter son PGS.

Le constat de la visite précédente est reconduit : le plan de gestion des solvants est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Registre produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.3. registre entrée sortie

Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette etc...),

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il avait été constaté que l'exploitant ne disposait pas de registre indiquant la quantité et la nature des produits dangereux détenus.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, aucun registre de suivi des quantités de produits dangereux stockés n'a pu être consulté. La principale zone de stockage de produits dangereux est située à l'arrière de la cabine peinture.</p> <p><u>Le constat de la visite précédente est reconduit : l'exploitant ne dispose pas de registre indiquant la quantité et la nature des produits dangereux détenus.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.4.4. Rétentions</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800

I.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il avait été constaté que les produits dangereux n'étaient pas tous stockés sur rétention. <i>Pour rappel, une partie des produits était stocké directement au sol et certaines produits stockés sur rétention dépassaient de celle-ci.</i></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, il a été constaté la présence d'un bidon "Exafluid M38" stocké à même le sol dans l'atelier. L'exploitant n'a pas été en capacité de justifier si ce produit est dangereux (FDS non retrouvée en cours de visite).</p> <p>Au niveau de la zone de stockage de produits dangereux (peintures, primer ...) située à l'arrière de la cabine de peinture, un bidon de peinture a été constaté en dehors des rétentions. L'exploitant l'a déplacé en cours de visite sur rétention.</p> <p>Un certain nombre de bidons est stocké sur les rétentions de cette zone de stockage. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer les volumes respectifs de rétention ni de l'adéquation des quantités de produits dangereux stockés sur celles-ci.</p> <p><u>L'exploitant doit justifier des conditions de stockage du produit "Exafluid M38" et de l'adéquation entre les volumes des rétentions et les volumes de produits stockés.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 10 : Consigne eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 7.5.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, eaux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/04/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>

Ces consignes indiquent notamment :[...]

- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Arrêté ministériel du 30/06/1997 Art.5.7:

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 6 avril 2023, il avait été constaté l'absence de procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur. Par ailleurs, aucun moyen n'existait pour obturer les caniveaux de récupération des eaux pluviales du site.

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, l'exploitant a indiqué n'avoir engagé aucune action sur ce constat suite à la visite de 2023.

L'exploitant a précisé qu'il y avait deux regards au niveau des portes de l'atelier. Les réseaux d'eaux du site n'ont pas pu être étudiés en cours de visite, l'exploitant ne retrouvant pas le plan des réseaux. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer où se situe le point de rejet des eaux du site vers l'extérieur.

Le constat de la visite précédente est reconduit et reformulé : aucun moyen n'est disponible pour obturer les réseaux du site en cas d'accident et éviter tout déversement dans le milieu récepteur. De ce fait, il n'existe pas de consigne de sécurité relative à l'isolement du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Conduit n°1 (cf. article 3.2.4) :

Paramètre	Fréquence

Poussières	Triennal
------------	----------

Conduit n°2 (cf. article 3.2.4) :

Paramètre	Fréquence
Poussières	Triennal
COV	Triennal
COV des substances à phrases de risques R45, R 46, R49, R60 et R61	Triennal

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, le rapport (n°E63113372501R001 du 11/03/2025) a été consulté. Celui-ci est relatif aux mesures des rejets atmosphériques effectuées le 20 janvier 2025 au niveau de la cabine de grenaillage et de la cabine de peinture.

Les paramètres suivants ont fait l'objet de mesure :

- conduit n°1 - Cabine grenaillage : poussières ;
- conduit n°2 - Cabine de peinture : poussières, COVT.

L'exploitant a indiqué que les mesures précédentes avaient été effectuées le 23 septembre 2021. La fréquence triennale pour la mesure des poussières et des COVT est dépassée.

Concernant les COV à phrase de risques R45, R46, R49, R60 et R62, l'exploitant a réindiqué qu'il n'utilise pas de produit à phrase de risque.

La fréquence triennale de mesures des rejets atmosphériques des conduits n°1 et n°2 n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : VLE des rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 3.2.6 et 3.2.7**Thème(s) :** Risques chroniques, Air**Prescription contrôlée :**

Article 3.2.6 : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

Paramètre	Conduit n°1	Conduit n°2
Poussières	150 mg/m3	100 mg/m3
COV		100 mg/m3
COV des substances à phrases de risques R45, R 46, R49, R60 et R61		2 mg/m3

Article 3.2.7 : on entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Conduit n°1	Conduit n°2
Poussières	1 kg/h	1 kg/h
COV		2 kg/h
COV des substances à phrases de risques R45, R 46, R49, R60 et R61		0,010 kg/h

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, le rapport (n°E63113372501R001) relatif aux mesures des rejets atmosphériques réalisées le 20 janvier 2025 a été consulté.

Les valeurs limites pour les rejets atmosphériques des conduits 1 et 2 sont respectées :

- Conduit n°1 - Cabine grenailage :

- Poussières : concentration et flux mesurés nuls (pour des VLE de 150 mg/m³ et de 1kg/h)
- Conduit n°2 - Cabine de peinture :
 - Poussières : concentration mesurée de 2.1 mg/m³ et flux de 15,2 g/h (pour des VLE de 100 mg/m³ et 1 kg/h)
 - COVT : concentration mesurée de 46,6 mg/m³ et flux de 334 g/h (pour des VLE de 110 mg/m³ et de 2 kg/h).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conditions de stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2008, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 février 2026, la zone extérieure de stockage des déchets a été vue. Un big bag contenant des résidus de poussières (issus du système de filtration) a été constaté. Celui-ci était ouvert (car remplissage au fur et à mesure) et non protégé des intempéries.

Par ailleurs, sous l'abri longeant le bâtiment à proximité de la zone déchets, il a été constaté la présence d'un bidon jaune rempli de liquide non identifié. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser s'il s'agissait d'un produit ou d'un déchet.

Les déchets ne sont pas stockés dans des conditions garantissant l'absence de risque de pollution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

